**Le dédale du temps**

**Texte d’ouverture de la soirée-débat du 25 octobre 2023**

 **Par Chantal Saint-Jarre**

«L’avocate aperçoit maintenant les villages de Saint-Augustin et de Pakuashipi, installés de chaque côté de l’embouchure de la rivière Saint-Augustin, dont les eaux brunes coulent paresseusement entre des rives sablonneuses.»

Autrefois, manger était sans doute ce qu’elle préférait au monde. L’hiver : le lièvre, l’orignal, le caribou, le castor. Puis les oiseaux migrateurs au printemps : l’outarde, l’oie, les canards. Le poisson, l’été : le doré, la truite et la ouananiche, son favori.»

Michel Jean, *Le vent en parle encore*, p. 44 et p. 160

Depuis quelque temps déjà, la réflexion dans le cadre des soirées-débats de l’APPQ porte sur *la mémoire collective*, qu’on peut brièvement définir à la suite de l’historien québécois Jocelyn Létourneau comme un complexe de faits, d’images et d’énoncés relativement organisé et à travers lequel le passé, le présent et le futur sont envisagés, assimilés et conceptualisés. La mémoire fait le pont entre l’héritage reçu et celui qu’on lègue aux descendants. Ainsi, la mémoire est transmission.

Mais, à l’heure actuelle dans notre société, ne vivons-nous pas une *crise de la transmission*?

**Petit lexique**

Assurons-nous d’abord d’une définition commune de quelques mots liés à l’autochtonie — glanée sur Wikipédia et sur le site officiel de la *Commission sur les femmes et les filles disparues et assassinées* : mming-ffada.ca

**Peuples autochtones du Québec**

Au Québec, on compte dix Premières Nations réparties en 55 communautés : réserves, établissements et terres relevant de l’administration fédérale (les Inuits relèvent du Québec).
Il s’agit de huit Nations algonquiennes : les Abénaquis, les Anishinaabe (Algonquins), les Atikamekw, les Eeyous (Cris), les Malécites, les Mi’kmaq (Micmacs), les Innus (Montagnais), les Naskapis ainsi que deux Nations iroquoiennes : les Hurons-Wendats et les Mohawks. Les Inuit résident dans 14 villages nordiques. De plus en plus d’Autochtones vivent dans les villes et villages des diverses régions québécoises dont Val-d’Or, La Tuque, Montréal et Québec. Quant aux Métis, leur territoire d’élection s’étend de l’Ontario à la Colombie-Britannique, en incluant les Prairies et les Territoires du Nord-Ouest.

**Langues**

Les langues appartiennent à trois grandes familles : iroquoienne, algonquine et eskimo. Neuf langues et dialectes sont parlés au Québec : l’inuktitut, l’innu, le cri, l’atikamekw, l’algonquin, le mi’kmaq, le naskapi et l’abénaki.

87% des Inuits et 37% des Premières Nations parlent leur langue nationale. Les autres langues parlées sont le français et/ou l’anglais.

**Identité culturelle**

Des emblèmes identitaires culturels communs aux Premières Nations et aux Inuit :

* Un sentiment d’interconnexion et de relation avec les terres
* Un rapport à la collectivité (= famille, amis, communauté, nation)
* Le respect des aînés
* Un lien entre santé et bien-être.

**Pensionnats indiens**

Les pensionnats ont été mis en place suite à un partenariat entre le gouvernement canadien et les institutions religieuses, partenariat commencé dans les années 1880, et ce, jusqu’en 1969. En plus des règles visant l’assimilation des enfants autochtones, leurs conditions de vie furent traumatiques.

À part le premier pensionnat catholique indien de Fort George qui a ouvert ses portes en 1936 et les a fermées en 1952, les «écoles résidentielles» ont vu le jour au Québec en 1950, plus tardivement que dans le reste du Canada (où furent ouverts environ cent trente neuf pensionnats). Cela explique qu’au moins deux générations d’ex-pensionnaires sont encore vivantes.

Il y eut dix pensionnats autochtones au Québec, dont ceux d’Amos, de Sept-Iles et le pensionnat francophone et catholique de Mashteuiatsh (Pointe-Bleue) au nord de Roberval, au lac St-Jean, ouvert en 1960 et fermé en 1991 — dirigé par des pères oblats : des cléricaux, comme le disait Gérard Bouchard dans l’une de nos soirées-débats (Octobre 2022), mot prononcé avec circonspection qui me fit penser que le même clergé s’est jadis posé en rempart contre l’assimilation des francophones aux anglophones.

**Violence latérale**

La violence latérale « est généralement comprise comme étant la violence que des groupes opprimés se font vivre entre eux, de façon similaire aux abus qu’ils ont vécus à travers le colonialisme, les traumatismes intergénérationnels liés aux pensionnats et les expériences continues de racisme et de discrimination.» Elle peut comprendre différents comportements violents comme l’intimidation, le commérage, le blâme, les querelles, le manque de confiance envers d’autres membres du groupe. Cette violence dérive de toutes les formes de colonialisme : le déracinement, la déportation, la sédentarisation, les œuvres missionnaires, les mariages forcés par les prêtres, les abus sexuels, les politiques génocidaires, etc.

**Principe de Joyce**

Renvoie à une série de propositions énoncée sous la forme d’un mémoire rédigé en novembre 2020 par Paul-Émile Ottawa, chef du conseil des Atikamekw de Manawan et Constantin Awashish, grand chef de la Nation Atikakekw.

Ce principe vise à garantir à tous les Autochtones un droit d’accès équitable aux services sociaux et de santé et le droit de jouir du meilleur état possible de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle. Il requiert la reconnaissance et le respect des savoirs et connaissances traditionnels et vivants des Autochtones en matière de santé.

**Sécurisation culturelle**

Une approche de soins et de services de santé sécuritaires et exempts de racisme et de discrimination mise au point initialement par Irihapeti Ramsden (1946-2003), infirmière et anthropologue maorie de Nouvelle-Zélande. Cette approche promeut l’équité des soins de santé quant à l’accès, l’utilisation et la qualité des services sociaux et de santé reçus par les usagers autochtones. La sécurisation culturelle sert à contrer l’insécurité culturelle si répandue dans les services sociaux et de santé offerts aux Autochtones. La sécurisation culturelle tient compte du fait que tout patient transporte avec lui son identité culturelle (langue, classe sociale, sexe, orientation sexuelle, âge, etc.). Pour Ramsden, la sécurisation culturelle devrait faire partie de la formation académique de tout étudiant ou chercheur allochtone en soins infirmiers, formation incluant une connaissance de l’histoire, des traumatismes intergénérationnels, des traditions, langues et cultures des Premiers Peuples, et la reconnaissance de l’importance de la transmission basée sur l’oralité.

Par extension, pour les soins psychosociaux et psychothérapiques offerts par les psychologues et les travailleurs sociaux, cette formation permettrait de traduire les conceptions de troubles psychotraumatiques dans les études cliniques en fonction des divers contextes culturels des communautés autochtones.

**Apartheid**

Le mot «apartheid» peut-il encore définir le système de domination mis en place par le gouvernement canadien dans son lien aux Autochtones vivant en régions éloignées ou dans les villes (certaines communautés n’ont pas accès à l’eau courante, ne peuvent arriver sur leur territoire que par des routes de gravier, vivent parfois à plusieurs dans des logements insalubres et mal chauffés, font face au désoeuvrement des jeunes, parfois intoxiqués aux vapeurs d’essence, dépendants de drogues, de l’alcool, du jeu ou de médicaments)? Qu’en est-il de la misère des itinérants autochtones urbains? Ces conditions de vie sont-elles acceptables?

De même, demandons-nous comment nous accueillons, comment vivent et s’intègrent, ici, les citoyens et communautés ukrainiennes, syriennes, arabes et les migrants, notamment sud-américains, arrivés par le chemin Roxam?

Enfin, dégageons davantage la fenêtre : qu’en est-il de l’oppression spécifique des aînés? Une soirée-débat serait-elle souhaitable qui porterait sur l’âgisme social et culturel, sur l’isolement, la solitude, la grande vulnérabilité sociale de nombreux aînés, sur les lois et les droits touchant la fin de vie, la mort et les conditions du mourir?

Reprenons maintenant le fil de présentation de notre soirée-débat.

En **mars 2023**, la deuxième soirée-débat sur la mémoire collective prenait forme avec les psychologues et enseignantes Garine Papazian-Zohrabian [*Violences collectives, traumatismes transgénérationnels et construction identitaire*] et Nathalie Plaat [*Élaborer l’absence*] qui nous ont parlé de **la transmission intergénérationnelle de traumatismes**. Cette soirée-débat s’est terminée sur une rapide discussion au sujet **des blessures de mémoire collective dans les communautés autochtones**.

Pour donner suite à cette discussion, nous réfléchirons ensemble ce soir sur cette mémoire collective autochtone meurtrie, traumatique — intensément ravivée dans notre société…en 2016, en 2020 et 2021 à travers des événements à grande valeur historique, sociologique, ethnographique et symbolique.

Permettez-moi de rappeler ces événements :

En **septembre 2020**, Madame Échaquan, Atikamekw de 37 ans vivant à Manawan avec son conjoint et ses 7 enfants, est décédée au Centre hospitalier régional de Lanaudière. Avant sa mort, Joyce Echaquan (1983-2020) a diffusé en direct sur Facebook une vidéo de sept minutes dans laquelle elle appelle à l’aide alors que deux travailleuses de la santé tiennent des propos dégradants à son endroit. La coroner chargée de l’enquête, Géhane Kamel, a déclaré que Mme Echaquan a été ostracisée, que sa mort aurait pu être évitée et la considère comme une preuve de l’existence d’un *racisme systémique anti-autochtone* dans les institutions québécoises.

La famille de Joyce Echaquan considère le rapport de la coroner comme un premier pas vers la reconnaissance d’un racisme systémique au Québec. Pour elle, l’affaire Joyce Echaquan a fait voir l’urgence de s’occuper de la discrimination, des stéréotypes, des préjugés et des biais inconscients ancrés dans les institutions publiques et de mettre en oeuvre des réformes et des formations garantissant un traitement équitable pour tous les citoyens indépendamment de leur origine ethnique, culturelle ou religieuse — attitude que Judith Morency reconnaît comme une forme de «sécurisation culturelle». À la suite du décès de Joyce Echaquan, on a perçu une plus grande ouverture de la part des allochtones aux besoins et aux réalités des Premières Nations. Le *Principe de Joyce* crée de l’espoir.

**En 2021**, pendant plusieurs semaines, les nouvelles télévisées ont relayé les découvertes macabres de tombes anonymes et non documentées d’enfants d’anciens pensionnats canadiens. En Colombie Britannique, plus de 215 sépultures ont été trouvées près du pensionnat de Kamloops et 751 en Saskatchewan, près du pensionnat de Marieval.

Ces découvertes choquantes, révoltantes ont particulièrement marqué les esprits et les cœurs au Canada et ailleurs dans le monde, forçant une prise de conscience, une responsabilisation et une réflexion sur cette tragédie et sur l’héritage local et mondial de la colonisation, des politiques coloniales assimilatrices et patriarcales, des rapports de domination et de l’exploitation des ressources sur les territoires sans consultation ni concertation avec les Autochtones — qu’il s’agisse de l’eau, de la forêt, du gibier, de l’or, du fer et autres minerais, de la construction de barrages hydroélectriques, de chemins de fer, des forestières et des mines.

Pour les survivants et les survivantes des pensionnats autochtones (et pour leurs proches) qui avaient courageusement témoigné, entre 2009 et 2015, des séquelles d’une enfance au pensionnat dans le cadre de la *Commission Vérité et Réconciliation*, la découverte de ces tombes anonymes les ramena brutalement, encore une fois, au sombre passé colonial. On sait que 150 000 enfants autochtones, métis et inuit de six à seize ans, ont été arrachés à leurs familles entre 1831 et 1990 et qu’ils furent placés dans 139 pensionnats à travers le pays, la plupart sous la direction de communautés religieuses. La Loi sur les Indiens de 1920 rendait obligatoire la fréquentation de ces pensionnats par les enfants âgés de 7 à 15 ans ayant le statut d’Indien. Plusieurs d’entre eux ont été soumis à des sévices physiques, à des abus psychologiques et sexuels, à une alimentation inadéquate, à la tuberculose pandémique, à la perte de leur langue, de leur religion et de leur culture. Quatre mille enfants y auraient trouvé la mort selon la Commission de vérité et réconciliation du Canada. Beverly McLachlin, juge en chef de la cour suprême du Canada soutient que «dans les termes à la mode à l’époque, c’était de l’assimilation, dans le langage du XX1e siècle, c’est un *génocide culturel*» (*Le peuple rieur*, p. 281).

La photojournaliste albertaine Amber Bracken a remporté le premier prix du prestigieux concours World Press Photo en **2022** pour son saisissant cliché où, sur de petites croix de bois de la taille d’un enfant, des robes orangées battent au vent — En fait, la photo montre un fragment d’une installation d’une cinquantaine de croix réalisée par une Autochtone de la communauté Tk’emlúps, croix qu’elle a plantées le long d’une autoroute en Colombie-Britannique en mémoire des enfants autochtones décédés au pensionnat de Kamloops. Cette Autochtone est une survivante de troisième génération, sa mère et sa grand-mère ayant fréquenté ce pensionnat. Mme Amber, la photographe, a expliqué que ces petites croix de la taille des enfants étaient *une expression tangible* alors que les tombes n’étaient pas encore exhumées.

Crise de la transmission, me semble-t-il : la tombe n’est-elle pas la figure de la lutte de l’oubli et de la garde, la tombe avec un nom et deux dates? Les tombes anonymes ne révèlent-elles pas de larges pans de l’histoire des traumatismes relégués dans l’inconscient collectif canadien? — comme le suggère Judith Morency dans son texte (cité en référence). Ainsi, de larges pans de notre inconscient collectif furent jusqu’ici préservés du passé enfoui, à la manière de l’inconscient psychanalytique. De larges pans de nos blancs de mémoire, dis-je, furent soudain déterrés, mis au jour, rendus visibles par la fouille archéologique moderne grâce aux géoradars. *Mémoire matérielle* rendue visible jusqu’en son invisibilité scripturaire même. L’impensable bric-à-brac funéraire a brutalement surgi de l’obscurité, faisant l’effet d’un coup de poing tant nous avions perdu le contact avec ce passé *caché*, avec cette *mémoire psychique*. Les Peuples autochtones, qui étaient au courant depuis si longtemps, ont ainsi reçu la confirmation des expériences vécues / subies et des témoignages transmis de génération en génération. De ce point de vue, n’est-il pas juste de dire que, déjà en 1534, «Cartier avait la croix sinistre» (Serge Bouchard)?

*Le vent en parle encore* de Michel Jean est, à mon avis, le roman le plus puissant, le plus bouleversant que j’aie lu en lien avec l’héritage tragique des pensionnats indiens. Cette fiction romanesque est dédiée à plusieurs membres de la famille de l’auteur qui ont fréquenté le pensionnat de Fort George à la Baie James. La dernière phrase de la postface affirme que «quatre-vingt mille anciens pensionnaires vivent encore» (p. 202). Les oblats voulaient désindianiser les enfants autochtones; ils ont sacrifié ces enfants en se comportant comme des bourreaux actionnant la guillotine. L’histoire des pensionnats autochtones du Québec est un récit inachevé.

Dans un autre grand roman de la mémoire, *Kukum*, la narratrice centenaire, nous raconte la vie nomade des Innus de Pekuakami (lac Saint-Jean) sur leurs territoires de chasse puis, suite à l’installation des compagnies forestières, à la construction du chemin de fer de la «Quebec and Lake St-John Railway», des réservoirs et des barrages hydroélectriques, le lecteur assiste à la lente sédentarisation des Autochtones et à leur vie souvent misérable dans les villages et les réserves — leur territoire ayant rétréci comme peau de chagrin.

Ces textes et bien d’autres dans la littérature québécoise depuis les années 2010 font vivre et revitalisent la mémoire du passé, celle des Anciens avec la langue première, l’innu-aimun, leur environnement, leur culture, leur spiritualité, leurs coutumes et modes de vie au quotidien, leur artisanat. Ces oeuvres porteuses d’une puissance extraordinaire d’histoire, de conscience et d’éveil ouvrent des perspectives de dialogue herméneutique (construire le sens ensemble) et d’accordage culturel. Par exemple, ce soir, avec Barbara Kaneratonni Diabo, nous verrons ensemble la vidéo *Dancing the Land :* *Smudge* (youtube) dans laquelle la chorégraphe (Barbara) danse avec son fils — la souffrance qu’on perçoit chez le jeune danseur représentant «notre avenir possible, déconnecté de la terre et de notre culture», me dit-elle.

Quant à l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (**2016-2018**), je vous invite à télécharger le document : *Réclamer notre pouvoir et notre place* sur le site web officiel mmiwg-ffada.ca — un rapport complémentaire de l’enquête nationale qui porte sur la situation spécifique au Québec où des enjeux particuliers sont analysés comme la barrière de la langue, les services de santé et les services sociaux fournis par les congrégations religieuses, les interactions entre les Autochtones et les services de police provinciaux. On trouve, dans ce rapport, des éléments explicatifs liés à la communauté innue de Paquashipi auprès de laquelle travaille la psychologue Judith Morency, ainsi qu’une élaboration éclairante de la notion de «violence latérale», utile pour comprendre les disparitions de filles et de femmes en lien avec les traumas multi et intergénérationnels et avec la violence coloniale et patriarcale. Sur le même site électronique, la *galerie des expressions artistiques* est un lieu de commémoration des victimes, d’expression du deuil des survivant.e.s et de renforcement de la mémoire collective dans les familles et les communautés, et dans le monde. La collection patrimoniale autochtone, rassemblée pendant les deux ans de l’Enquête, est un processus terminé. Elle comprend 433 pièces créées par 819 personnes.

Ainsi, ce soir d’octobre 2023, avec deux invitées de marque, nous réfléchirons ensemble aux mémoires collectives dans les communautés autochtones. Nous comprendrons mieux les brisures entre les générations amérindiennes, les traumatismes et désordres de stress post-traumatiques. Nous comprendrons mieux l’importance du travail psychothérapique et du travail artistique grâce auxquels on parvient à émerger du silence et, peut-être, à reconstruire une identité mutilée, spoliée. Nous dépoussiérerons et nous décoloniserons un peu notre grande Histoire collective. Cette soirée présente un espoir de dialogue interculturel, de contact et de rencontre.

Je cède maintenant la parole à Sandrine Sarradet (travailleuse sociale, psychothérapeute, membre du CA de l’APPQ) qui vous présentera nos invitées, Mesdames Judith Morency et Barbara Kaneratonni Diabo.

R**éférences implicites et explicites**

-Commission nationale de vérité et de réconciliation : rcaanc-cirnac.qc.ca

-Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFADA). *Réclamer notre pouvoir et notre place*, 2019. On peut télécharger le rapport complémentaire sur la situation spécifique au Québec.

-Bouchard, Gérard. *Uashat*. Boréal, 2009.

-Bouchard, Serge et Marie-Christine Lévesque. «Un triste chapitre pour les enfants autochtones». *Le peuple rieur*. *Hommage à mes amis Innus*. Lux, 2017.

-Delâge, Denis. *Le pays renversé. Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est*. Boréal, 1991.

-Fleury Cynthia. *La Clinique de la dignité*, Seuil, 2023.

-Fontaine, Naomi. *Manikanetish*, Mémoire d’Encrier, 2023.

-Good, Michelle. *Five Little Indians*. Harper perennial, 2020.

-Jean, Michel. *Le Vent en parle encore*, 10/10, 2013.

-Jean, Michel. *Kukum*, Libre Expression, 2019.

-Jean, Michel. *Qimmik*, Libre Expression, 2023.

-Koptie, S. «Irihapeti Ramsden : The Public Narrative on Cultural Safety». *First Peoples Child & Family Review*, 4(2), 30-43.

https://fpcfr.com/index.php/FPCFR/article/view/136

-Léveillé-Trudel, Juliana. *Nirliit*, La Peuplade, 2015.

-Memmi, Albert. *Portrait du colonisé*, Gallimard, 1985.

-Montpetit, Caroline. *Bonjour! Kwe!* Boréal, 2022.

-Poulin, Marie-Pier. *Débâcles*, Sémaphore, 2019.

-Thériault, Yves. *Agaguk*, Le dernier havre, 2003.

-Morency, Judith, «Psychothérapie et Premières Nations : contribution du psychologue à la guérison et à la réconciliation», *Psychologie Québec Dossier : Réalités des Premières Nations*, vol. 35 / no 1, mars 2018, pp. 22-27. Avec l’autorisation de l’autrice, on trouve copie de ce texte sur le site web de l’APPQ, page des soirées-débats.

*Nota Bene* : Madame Morency a évoqué l’existence du *Regroupement des psychologues offrant des services aux membres des Premières Nations et Inuit du Québec*. Pour de plus amples informations, contacter Charles Châteauneuf, psychologue, à l’adresse courriel suivante : rpspniq@gmail.com

«Sur ta pierre tombale, on peut lire Shaush Mishtikuhu. C’est bien toi, Georges Mestokosho, c’est la transcription de ton nom en innu. Il n’y a pas un missionnaire, pas un agent des Indiens qui a décidé à ta place. Il n’y a plus personne qui va essayer de te faire oublier qui tu es. Tu as gagné, Georges. Tous les mots sur ta tombe sont en innu. Tu es *Manishumi Muanan unapema*, le mari de Marie Julie Mollen. *Naniaum tshika tshissiitutatina*, nous penserons toujours à toi. *Iame*, adieu, mon frère.»

Serge Bouchard et Marie-Christine Lévesque, *Le peuple rieur*.